

## **ALGÉRIE**

L'Algérie est une république pluripartite d'environ 33 millions d'habitants dont le chef d'État (président) est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de démettre les membres du cabinet et le premier ministre, qui est chef du gouvernement. Il exerce également les fonctions de commandant en chef des forces armées. Le président Bouteflika a été réélu en 2004 au terme d'une élection concurrentielle, globalement transparente. Les élections législatives pluripartites qui ont eu lieu le 17 mai se sont pour la plupart déroulées dans la transparence, mais tous les partis politiques n'ont pas eu pleinement accès au processus électoral. Des élections locales pluripartites ont eu lieu le 29 novembre, mais le processus électoral a été entaché d'irrégularités et d'accusations de fraude. En 1992, les pouvoirs publics ont décrété un état d'urgence qui a été maintenu pendant toute l'année. Bien que les autorités civiles aient gardé un contrôle effectif des forces de sécurité, il s'est produit des cas où certains éléments des forces de sécurité ont agi indépendamment des autorités gouvernementales.

Le gouvernement n'a toujours pas réussi à justifier la disparition en détention de milliers de personnes dans les années 1990. Parmi les autres grands problèmes relatifs aux droits de l'homme figurent les restrictions imposées aux activités des partis politiques qui limitent le droit de changer le gouvernement par des moyens pacifiques, des rapports de mauvais traitements et de torture, l'impunité officielle, la détention préventive prolongée, la limitation de l'indépendance judiciaire, le déni de procès publics équitables, la restriction des droits civils, y compris le droit d'expression, de presse, d'assemblée et particulièrement d'association, des restrictions de mouvement d'ordre sécuritaire, la limitation des libertés confessionnelles, y compris des réglementations renforcées des cultes non musulmans, la corruption et le manque de transparence gouvernementale, la discrimination contre les femmes, et la restriction des droits des travailleurs.

Des groupes armés ont commis un nombre important d'actes de violence à l'encontre de civils, de responsables du gouvernement et de membres des forces de sécurité.

### **RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit d'être protégé de :

a. Privation arbitraire et illégale de la vie

Il n'y a eu aucun rapport indiquant que le gouvernement ou ses agents aient procédé à des exécutions extrajudiciaires ou illégales.

Contrairement aux années précédentes, les communiqués de presse du ministère de l'Intérieur (MDI) et du gouvernement sur le nombre total de décès de terroristes, de civils et de membres des forces de sécurité ont été peu fréquents. Toutefois, au cours de l'année, selon le ministère de l'Intérieur et les différents communiqués de presse, le nombre total de décès dans les rangs des terroristes, des civils et des forces de sécurité s'est élevé à 670 (contre 489 en 2006 et 488 en 2005). Parmi eux, le gouvernement et les communiqués de presse ont déclaré que des terroristes avaient tué 132 civils (70 en 2006, 76 en 2005) et 160 membres des forces de sécurité (142 en 2006, 177 en 2005) ; les forces de sécurité ont tué un nombre estimatif de 378 terroristes présumés (277 en 2006 et 235 en 2005).

La plupart des attentats terroristes commis pendant l'année ont été attribués au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui s'est allié à Al-Qaïda en septembre 2006 et qui est devenu en janvier Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQIM).

L'année a été marquée par de graves actes de violence. Par exemple, le 11 avril, trois attentats-suicides à la voiture piégée ont fait 33 morts et plus de 100 blessés à Alger. L'un des attentats avait pour cible le bâtiment qui abrite le bureau du Premier ministre et le bureau du ministère de l'Intérieur. Les deux autres étaient dirigés contre un poste de police à Bab Ezzouar, dans la banlieue d'Alger. Ces deux attentats ont été revendiqués par l'AQIM.

Le 11 juillet, un attentat-suicide à la voiture piégée perpétré à Lakhdaria, ville située au sud-est d'Alger, contre une caserne, a fait 10 morts et 35 blessés parmi les membres des forces armées. Le 6 septembre, à Batna, un homme portant une veste bourrée d'explosifs s'est donné la mort dans la foule qui attendait le président Bouteflika, tuant 19 citoyens et en blessant 107 autres. Le 8 septembre, une voiture piégée a explosé à l'intérieur d'une caserne de garde-côtes à Dellys, faisant 35 morts et 60 blessés. Le 11 décembre, deux véhicules piégés ont provoqué la mort de 37 personnes à Alger, selon la

presse. La majorité des victimes étaient des écoliers qui se trouvaient à bord d'un autobus. L'autre attentat ciblait spécifiquement les bureaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et a provoqué la mort de 11 fonctionnaires de l'ONU. Ces cinq attentats ont tous été revendiqués par l'AQIM.

En février 2006, Ali Tounsi, chef de la police nationale, a déclaré que le terrorisme avait pratiquement été éradiqué et que certaines violences devaient être attribuées au crime organisé. Toutefois, la suite des événements n'a pas confirmé cette déclaration. Pendant l'année, la plupart des actes de violence sont restés confinés aux régions montagneuses et rurales du nord de l'Algérie. La vengeance, le banditisme et les litiges relatifs à la propriété foncière étaient à l'origine de certains des assassinats déclarés.

En juillet, le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales Nourredine Yazid Zerhouni a déclaré que 4 800 policiers avaient été tués, victimes d'actes de terrorisme commis durant la « tragédie nationale » des années 1990.

#### b. Disparitions

Les disparitions forcées, qui se chiffrent en milliers, ont constitué un problème important durant les années 1990.

En juillet, Daho Ould Kablia, ministre délégué auprès du ministère de l'Intérieur chargé des collectivités locales, a déclaré dans une interview accordée au journal *Echourouk el-Youmi* : « Il n'y a eu aucune disparition forcée depuis 1999 ». Le 6 février, l'Algérie a signé la nouvelle Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. La loi 06-01 du 27 février énonce les mesures d'indemnisation en faveur des victimes des « disparitions ».

En mars 2006, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a émis sa première décision relative aux disparitions forcées dans le pays. Le Comité a conclu que le gouvernement avait violé plusieurs clauses du Pacte international sur les droits civils et politiques en n'ayant pas protégé les droits et la vie de Salah Saker et de Riad Boucherf, disparus respectivement en 1994 et 1995.

Pour que les tribunaux soient saisis de plaintes pour disparition, la loi exige au moins deux témoins oculaires. Des

milliers de disparitions ont eu lieu dans les années 1990, dont un grand nombre a été ultérieurement attribué aux forces de sécurité. Le gouvernement n'a poursuivi aucun membre des forces de sécurité et rien n'indique qu'il ait enquêté sur les cas dans lesquels il a reconnu que des forces de sécurité étaient en cause.

Le nombre total de disparus dans les années 1990 continue d'être controversé. En 2006, le gouvernement a estimé que 6 546 personnes avaient été portées disparues ou avaient disparu à la suite d'actions du gouvernement entre 1992 et 1999, et que près de 10 000 autres avaient été portées disparues ou avait disparu à la suite d'enlèvements ou de meurtres terroristes. Les ONG locales ont rapporté que les forces de sécurité avaient joué un rôle dans la disparition d'environ 8 000 personnes.

En 2005, les électeurs ont approuvé par referendum la Charte pour la paix et la réconciliation nationale proposée par le président Bouteflika, qui a mis fin au mécanisme ad hoc créé en 2003 pour justifier les disparitions. La charte est entrée en vigueur en mars 2006. Elle amnistiait et protégeait de toute enquête ultérieure l'Armée nationale populaire, les forces de sécurité, les groupes armés soutenus par le gouvernement et toutes les personnes qui s'étaient battues pour le compte du gouvernement. Les citoyens n'ont pas pu lire le texte intégral de cette loi avant qu'elle soit votée et, en 2006, les organisations de défense des droits de l'homme se sont dites préoccupées par le fait qu'elle consacrait l'impunité des crimes commis par les forces de sécurité.

L'amnistie était aussi accordée à certains militants et terroristes islamiques. Pour en bénéficier, les individus impliqués dans le terrorisme devaient cesser leurs activités armées et se rendre avec leurs armes aux autorités. Les personnes impliquées dans des massacres, des viols ou des attentats à la bombe dans des lieux publics n'avaient pas droit à l'amnistie. De nombreux terroristes emprisonnés ont également été amnistiés. Certaines organisations non gouvernementales (ONG) locales, y compris Somoud, Djazairouna et la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, ont critiqué la charte parce qu'elle permettait à des terroristes d'échapper à la justice alors qu'ils avaient commis des crimes contre des civils.

Pour les familles des disparus, l'obtention des indemnités fournies par le gouvernement s'est accompagnée de nombreux retards et complications. Selon le ministère de la Solidarité

nationale (MSN), un fonds spécial d'un montant d'environ 231 millions de dollars (environ 15,6 milliards de dinars) a été créé pour indemniser les personnes admissibles au titre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Au moins 17 000 demandes d'indemnités ont été déposées, sur lesquelles environ 5 300 seront honorées ; 2 700 autres sont actuellement en cours d'examen. Les 9 000 demandes restantes ne donneront lieu à aucune indemnité directe en vertu de la charte, mais les personnes concernées recevront une assistance financière du ministère de la Solidarité nationale (MSN). Le processus d'indemnisation est géré au niveau de la *wilaya* (province) et les montants des versements varient.

Pendant l'année, selon des informations de presse, 35 civils ont été enlevés en Kabylie par l'AQIM. Selon la presse, en 2006, près de 55 civils avaient été enlevés par l'AQIM (alors appelé GSPC).

c. Torture et autre châtement ou traitement cruel, inhumain ou dégradant

Les articles 34 et 35 de la Constitution, ainsi que les articles 263 et 263 bis-1 du Code pénal, interdisent la torture et tout autre traitement ou châtement cruel, inhumain ou dégradant ; toutefois, les ONG et organismes locaux de défense des droits de l'homme ont signalé que les responsables du gouvernement avaient recours à ces pratiques et que les membres Département du renseignement et de la sécurité (DRS), service des forces armées, utilisaient fréquemment la torture pour obtenir des confessions.

Le Code pénal criminalise la torture ; les agents gouvernementaux sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à 10 ou 20 ans pour avoir commis de tels actes, en vertu d'une modification de la loi de décembre 2006. Toutefois, l'impunité est demeurée un problème.

Les avocats des droits de l'homme ont soutenu que la torture était encore pratiquée dans les centres de détention du DRS, le plus souvent contre des personnes arrêtées pour des « raisons de sécurité ». Selon le *Rapport d'Amnesty International de 2007*, les détenus étaient « battus, torturés au moyen d'électrochocs, suspendus au plafond et forcés d'avaler de grandes quantités d'eau sale, d'urine ou de produits chimiques ... D'après ce que l'on sait, les accusations de torture et de mauvais traitements n'ont pas été suivies d'enquêtes. » En juillet 2006, Amnesty International (AI) a publié un rapport sur la torture infligée

par la police militaire secrète, qui concluait que les forces de sécurité continuaient d'agir en toute impunité.

#### Conditions dans les prisons et les centres de détention

Pendant l'année, le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le PNUD et la Société du Croissant-Rouge à effectuer des visites régulières dans des prisons non militaires. Les visites du CICR ont eu lieu selon les modalités standard. Le gouvernement a refusé les visites des prisons militaires et des prisons et centres de détention de haute sécurité aux observateurs indépendants des droits de l'homme. En août, une délégation britannique accompagnée d'experts de la Commission européenne s'est rendue dans des prisons relevant de l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice. Selon des rapports de presse, un expert britannique qui avait visité deux prisons a déclaré que ces établissements n'étaient pas conformes aux normes internationales en matière de soins de santé et d'activités récréatives.

Lors d'une conférence de presse donnée en novembre, M. Mokhtar Felioune, directeur général de l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice, a déclaré qu'il y avait 54 000 détenus dans 127 prisons. Il a ajouté que 6 100 de ces 54 000 personnes n'avaient pas encore été reconnues coupables. Le surpeuplement était un problème dans certaines prisons. Selon les avocats des droits de l'homme, le problème du surpeuplement s'explique en partie par « le recours abusif à la détention préventive ». Ces personnes sont détenues séparément au sein du système pénitentiaire.

#### d. Arrestations ou détention arbitraires

La Constitution interdit les arrestations et la détention arbitraires. En 2005, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) nommée par le gouvernement a déclaré qu'il était fait un usage abusif de la détention préventive, bien qu'elle soit définie comme une mesure exceptionnelle dans l'article 123 du Code pénal (voir la section 4 sur le rôle de la CNCPPDH).

#### Rôle de la police et des services de sécurité

La police nationale, forte 108 000 membres, est administrée par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) qui dépend du ministère de l'Intérieur et a juridiction sur l'ensemble du

territoire. La gendarmerie, sous la tutelle du ministère de la Défense, exécute également des fonctions qui s'apparentent à celles de la police en dehors des zones urbaines. Le service de renseignement militaire du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) relève du ministère de la Défense et est responsable de la sécurité intérieure. La police et la gendarmerie ont été généralement efficaces pour assurer le maintien de l'ordre. Toutes les forces de sécurité reçoivent copie d'un code de déontologie qui établit des règles de conduite et prévoit des sanctions en cas d'infraction. La corruption existait, notamment au sein de la police des douanes.

L'impunité est toujours un problème important. Le gouvernement n'a pas fourni d'informations publiques désagrégées sur le nombre d'agents de police, de militaires ou autres personnels des forces de sécurité ayant commis des infractions, sur les infractions commises ni sur les sanctions appliquées.

En 2006, selon des avocats des droits de l'homme, des responsables de la police et des ONG locales, les abus les plus fréquents des forces de police tenaient au fait que les agents ne suivaient pas les consignes établies en matière d'arrestations.

Pendant l'année, M. Ali Tounsi, directeur général de la sûreté nationale, a confirmé que 10 fonctionnaires de la DGSN qui avaient été arrêtés pour détournement de fonds, usage de fonds publics à des fins personnelles et copinage « ne faisaient plus partie de la police ». Des procès ont été intentés par la DGSN et ces fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions. La DGSN comptait plus de 108 000 membres.

En août, M. Ahmed Bousteila, commandant en chef de la Gendarmerie nationale, a annoncé qu'entre 2000 et 2006, 5 000 gendarmes avaient été renvoyés pour cause d'infraction au code d'éthique professionnelle, de corruption, d'absentéisme, de retards et d'ivresse dans l'exercice de leurs fonctions. La Gendarmerie nationale a déclaré en outre que sur les 5 000 personnes renvoyées, 1 600 avaient été poursuivies en justice pour des raisons variées. Aucune information n'était disponible à la fin de l'année pour savoir si des poursuites avaient été engagées contre les 3 400 autres gendarmes renvoyés.

#### Arrestations et détention

En vertu de la loi, la police doit obtenir une assignation du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect se présente à un

poste de police pour y subir un interrogatoire préliminaire. Les assignations servent également à notifier les personnes accusées et/ou les victimes qu'elles sont tenues de comparaître à un procès ou d'assister à une audience.

Le gouvernement délivre des mandats dans trois cas de figure différents : pour amener une personne de son lieu de travail ou de son domicile au tribunal ; pour exécuter une demande de placement en détention préventive approuvée par le procureur, ou pour arrêter un suspect dont on soupçonne qu'il pourrait s'évader. Les avocats ont rapporté que les procédures relatives aux mandats et aux citations étaient généralement suivies.

La Constitution stipule qu'un suspect peut être retenu en détention jusqu'à 48 heures en l'absence d'un chef d'accusation. Si elle a besoin de plus de temps pour réunir des preuves supplémentaires, la police peut demander au procureur de prolonger la durée de cette détention jusqu'à 72 heures. Les personnes soupçonnées d'actes de terrorisme ou de subversion peuvent être détenues jusqu'à 12 jours sa mise en accusation et sans avoir accès à un avocat. En pratique, les forces de sécurité ont adhéré à la limite des 48 heures dans les cas autres que ceux de terrorisme. Cependant, certaines personnes retenues en détention préventive prolongée n'ont parfois pas été immédiatement inculpées.

La détention préventive prolongée a continué de poser problème. La loi ne confère pas au détenu le droit à une prompt détermination judiciaire de la légalité de sa détention. Les personnes accusées d'actes portant atteinte à la sécurité de l'État, y compris de terrorisme, peuvent rester en détention préventive jusqu'à 20 mois, selon le Code de procédure pénale ; le procureur doit justifier tous les quatre mois du maintien de la détention préventive.

Les juges ont rarement rejeté les demandes de prolongation de détention préventive formulées par le procureur. La détention peut faire l'objet d'un appel, mais est rarement annulée. Si la détention est annulée, le défendeur peut demander une indemnité. En décembre 2005, le ministre de la Justice a publiquement reconnu que les procureurs abusaient parfois de la détention d'enquête. La plupart des détenus ont eu immédiatement accès à un avocat de leur choix et, dans les cas où ils ne pouvaient pas se le permettre financièrement, un avocat a été commis d'office par l'État. En novembre, selon l'administration pénitentiaire, il y avait 6 100 personnes en détention préventive, qui représentaient 11 % de la population carcérale totale.

Il n'existe pas de système de caution, mais dans les affaires autres que criminelles, les suspects sont généralement remis en « liberté provisoire » en attente de leur jugement. Les suspects en liberté provisoire doivent se présenter chaque semaine au commissariat de leur quartier et il leur est interdit de quitter le territoire national.

Le Code pénal exige que les personnes placées en détention provisoire soient immédiatement informées de leur droit à communiquer avec les membres de leur famille, à recevoir des visiteurs et à être examinées par un médecin de leur choix à la fin de la détention. En outre, tout suspect peut demander un examen médical à l'intérieur des locaux de police ou avant de comparaître devant un juge. En pratique, cependant, les détenus n'ont été examinés qu'à la fin de leur détention. De fréquents rapports ont indiqué cette année encore que les droits des détenus n'étaient pas respectés.

Des ONG et des activistes locaux et internationaux ont signalé qu'aucune information officielle n'avait été communiquée sur l'endroit où se trouvait Fethi Hamaddouche. Personne n'a de nouvelles de lui depuis qu'il a été aperçu pour la dernière fois le 5 mars sous la garde de la DRS. En mars, Amnesty International a fait savoir que Youcef Belmouaz et Brahim Abed avaient disparu en novembre 2006 et étaient tenus au secret par la DRS. Selon une ONG locale, les deux hommes ont été relâchés sept mois après. Le 6 juin, des ONG locales ont déclaré que Mohamed Fatmia avait disparu de son lieu de travail, un chantier de construction, dans la banlieue d'Alger. Le 18 juillet, selon des militants pour les droits de l'homme, Mohamed Rahmouni a disparu après avoir été placé en détention. Selon l'ONG locale SOS Disparus, on ignorait encore à la fin de l'année où se trouvaient MM. Hamaddouche, Fatmia et Rahmouni.

En juin 2006, selon des ONG locales et internationales, Mohammed Rabah Ajine, Zeineddine Belacel et Habib Boukhatemi, tous originaires de Tiaret, ont disparu et ont été par la suite placés en détention provisoire à Alger. En octobre 2006, les trois hommes ont comparu devant un juge et ont été accusés de faire partie d'un groupe terroriste qui opérait dans le pays et à l'étranger. Selon certaines informations, ils auraient été détenus à Berrouagua à la fin de l'année.

e. Dénier de procès public équitable

Bien que le pouvoir judiciaire soit indépendant en vertu de la

Constitution, les décrets et l'influence du pouvoir exécutif ont limité son indépendance. La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, dans la pratique, il arrive que les autorités ne respectent pas les dispositions relatives aux droits des défendeurs et leur refusent un procès en bonne et due forme.

Le Conseil supérieur des juges est chargé de faire respecter la discipline judiciaire et de nommer tous les juges. Il est présidé par le président Bouteflika.

Le système judiciaire comprend des tribunaux civils, qui instruisent les affaires impliquant des civils accusés d'actes qui ne sont pas liés à la sécurité ou au terrorisme, et des tribunaux militaires qui peuvent instruire les affaires impliquant des civils accusés d'atteintes à la sécurité ou de terrorisme. Les tribunaux pénaux ordinaires peuvent instruire des affaires qui impliquent certaines atteintes à la sécurité au niveau local. En matière de droit de la famille, les décisions judiciaires se fondent à la fois sur la charia (loi islamique) et sur le droit civil.

Les tribunaux militaires d'Oran, de Blida, de Constantine et de Bechar instruisent les affaires relatives à la sécurité nationale, à l'espionnage et à d'autres atteintes à la sûreté dans lesquelles des personnels militaires et des civils sont impliqués. Chaque tribunal consiste en trois juges civils et deux juges militaires. Bien que le président de chaque tribunal soit un civil, le juge principal est un officier militaire. Les avocats de la défense doivent être accrédités par le tribunal militaire pour comparaître. La présence du public au procès est laissée à la discrétion du tribunal. Les appels sont interjetés directement à la Cour suprême. Les tribunaux militaires jugent certaines affaires, mais ne divulguent les détails des procès qu'à de rares occasions. Aucune information publique n'était disponible sur les affaires dont ils ont été saisis pendant l'année.

Le Conseil constitutionnel, de neuf membres, examine la constitutionnalité des traités, des lois et des réglementations. Bien qu'il n'appartienne pas à l'appareil judiciaire, il a le pouvoir d'invalider les lois jugées inconstitutionnelles, de confirmer les résultats de tout type d'élection et de servir d'arbitre final concernant les amendements votés par les deux chambres du Parlement avant qu'ils deviennent loi.

Dans le cadre d'un programme de lutte contre la corruption dans la magistrature, le Conseil supérieur des juges s'est prononcé, en février, sur le cas de 17 magistrats suspendus. Six d'entre eux ont été démis de leurs fonctions au tribunal d'Alger à titre permanent, deux autres ont reçu un « sérieux avertissement », trois ont été rétrogradés et trois autres ont été déclarés innocents. Les décisions concernant les trois magistrats restants n'étaient pas disponibles à la fin de l'année.

En 2005, lors d'une audience disciplinaire où la procédure établie n'a pas été entièrement suivie, le Conseil supérieur des juges a limogé à titre permanent et radié du tableau de l'ordre le juge Mohamed Ras El Aïn, accusé d'avoir critiqué la politisation du système judiciaire. Le juge Ras El Aïn soutenait que le système judiciaire avait été détourné pour servir les intérêts d'un parti politique

La plupart des procès sont publics et sans jury. Les accusés sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, rémunéré sur les deniers publics si nécessaire. Les accusés peuvent confronter ou interroger les témoins à charge ou présenter des témoins et des preuves pour leur propre défense. Les accusés et leurs avocats n'ont pas toujours eu accès aux preuves versées à leur dossier par le gouvernement. Les accusés ont aussi le droit de faire appel. Les témoignages des hommes et des femmes sont considérés comme équivalents

#### Prisonniers et détenus politiques

Contrairement à l'année précédente, aucun rapport n'a fait état de prisonniers ou de détenus politiques pendant l'année.

#### Procédures judiciaires et recours civils

Le système judiciaire n'était pas totalement impartial et indépendant dans les procédures civiles et ce manque d'indépendance est particulièrement évident dans les affaires qui ont trait aux droits de l'homme. Les décisions peuvent être influencées par les connexions familiales et le statut des parties intéressées. Les particuliers peuvent, en vertu de procédures administratives liées à l'amnistie, intenter des procès pour violation des droits de l'homme et recevoir des dommages et intérêts pour préjudices.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, au domicile ou dans la correspondance

La Constitution interdit de tels actes ; en pratique, cependant, les autorités gouvernementales ont enfreint certains droits à la vie privée des citoyens. Le gouvernement a activement surveillé les communications des opposants politiques, des groupes de défense des droits de l'homme, des journalistes et de personnes soupçonnées de terrorisme. Les agents du DRS et d'autres personnels de la sécurité auraient mené des perquisitions à domicile sans mandat.

Section 2 Respect des libertés civiles, y compris :

a. Liberté d'expression et de la presse

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse ; toutefois, le gouvernement a restreint ces droits en pratique en harcelant les éditeurs, les rédacteurs et les journalistes, en les arrêtant pour diffamation et en exerçant sur eux des pressions non officielles.

Les particuliers ont généralement pu critiquer le gouvernement en privé sans représailles. Toutefois, ils ont généralement pratiqué l'autocensure en public. Le gouvernement a tenté d'empêcher les critiques en surveillant les rassemblements politiques.

La loi stipule que la liberté d'expression doit respecter « la dignité des individus, les impératifs de la politique extérieure et la défense nationale ». Le décret relatif à l'état d'urgence adopté en 1992 et encore en vigueur actuellement octroie au gouvernement un pouvoir étendu pour restreindre ces libertés et engager des poursuites contre ce qu'il juge être des menaces contre l'État ou contre l'ordre public. Ces dispositions ont été lourdement appliquées tout au long de l'année.

La radio et la télévision sont publiques, et leur couverture de l'actualité est favorable à la politique du gouvernement. En période non électorale, les porte-parole de l'opposition n'ont généralement pas eu accès à la radio ou à la télévision publiques. L'accès de certains partis de l'opposition à la télévision a été très limité. Ces limitations étaient moins évidentes pour la radio. Les partis politiques et les candidats indépendants ont bénéficié d'un temps d'antenne égal sur les ondes de la radio pendant la campagne de trois semaines qui a précédé les élections législatives de mai ainsi qu'avant les élections locales tenues en novembre. Plusieurs partis d'opposition ont noté que l'attribution d'un temps d'antenne

quotidien dans les médias pendant cette période de trois semaines avait constitué leur premier accès aux médias depuis les dernières élections.

La presse écrite du pays comptait plus de 52 quotidiens, 95 hebdomadaires, 14 bihebdomadaires, 27 mensuels et 3 publications hors série, qui étaient pour ou contre le gouvernement à des degrés variés ; selon les statistiques du ministère de la Communication, 29 journaux tiraient à plus de 10 000 exemplaires. Le gouvernement était propriétaire de deux journaux francophones et de trois journaux arabophones. De nombreux partis politiques, y compris les partis islamiques reconnus, avaient accès à la presse indépendante et y ont recours pour exprimer leurs opinions. Les partis d'opposition diffusaient aussi des informations sur Internet et par des communiqués.

La loi autorise le gouvernement à imposer des amendes et à emprisonner des membres de la presse selon des manières qui limitent la liberté de la presse. Le gouvernement a fait usage de la censure, directe comme indirecte, et, par intimidation, a poussé les médias à la pratique de l'autocensure. Le gouvernement a utilisé la loi sur la diffamation pour harceler et arrêter des journalistes, et la presse s'est exposée à des représailles pour avoir critiqué des responsables gouvernementaux.

Un décret présidentiel de février 2006 criminalise l'exercice de la liberté d'expression en ce qui concerne la conduite des forces de sécurité pendant le conflit interne.

Les accusations de diffamation se fondent sur la loi de 1990 relative à la communication, qui protège l'islam de la diffamation, contrôle l'accès aux informations externes, et déclare illégal tout écrit qui menace l'unité de la nation. En 2001, la législation a été amendée pour criminaliser les écrits, dessins et déclarations qui insultent ou offensent le président, le Parlement, le système judiciaire ou les forces armées. Le Code pénal prévoit de fortes amendes et des peines de prison allant jusqu'à 24 mois pour diffamation ou insulte aux figures emblématiques du gouvernement, y compris le président, les membres du Parlement, les juges, les militaires et « toute autre autorité de l'ordre public ». Les accusés sont passibles de peines de prison allant de 3 à 24 mois et d'amendes de 740 à 7 400 dollars (50 000 à 500 000 dinars).

Le gouvernement s'est servi de la législation contre la diffamation pour tenter de réduire au silence des rédacteurs, des journalistes et des propriétaires de maisons d'édition. Le 18 octobre, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a condamné les mesures prises par le gouvernement algérien à l'encontre des journalistes. Dans un communiqué de presse, le secrétaire général de la FIJ, Aidan White, a déclaré : « L'Algérie s'est servi de son droit pénal pour étouffer toute critique, et les journalistes continuent d'être victimes de cette tactique répressive. Nous demandons au gouvernement de s'engager à respecter la liberté de la presse et à autoriser les médias à travailler en toute indépendance, sans crainte de représailles ».

Le 4 avril, la Cour d'appel d'Alger a prononcé des peines de prison de six mois avec sursis et une amende de 7 400 dollars (500 000 dinars) à l'encontre du rédacteur Ali Fodel et de la journaliste Naila Berahal, du quotidien arabophone *Echourok el-Youmi*. La demande du procureur requérant la fermeture du journal a été rejetée. En octobre 2006, un tribunal d'Alger les a tous deux condamnés pour diffamation contre le « dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, l'État libyen et pour atteinte à la sûreté des États algérien et libyen ». Le juge a prononcé une peine de six mois de prison et a ordonné la fermeture du journal pendant deux mois. M. Fodel et Mme Berahai ont fait appel.

Le 18 avril, Saad Lounes a été condamné à un an de prison pour fraude fiscale, à la suite d'une plainte déposée par le ministère du Commerce en 1995. Pendant plus de dix ans, il a été la cible de pressions judiciaires qui lui ont fait perdre son journal et sa société d'imprimerie, Sodipress, qui était à l'époque la seule imprimerie privée du pays. Sa société imprimait plusieurs publications que les presses de l'État avaient refusées. M. Lounes a fait appel de la décision du tribunal. Il réside actuellement à l'étranger.

Le 15 octobre, Dhif Talal, un journaliste d'*Al Fadjr*, a été condamné à six mois de prison après avoir été reconnu coupable de diffamation. L'accusation initiale avait été formulée par le ministère de l'Agriculture en raison d'un article dans lequel M. Talal révélait des pertes monétaires subies par le ministère attribuées à la mauvaise gestion. M. Talal a fait appel de cette décision mais le tribunal n'avait pas encore fixé la date de l'audience à la fin de l'année.

Le 19 novembre, Ouahid Oussama, un journaliste du quotidien arabophone *Al Bilad*, a reçu une assignation à comparaître pour

une affaire de diffamation. M. Oussama avait fait un reportage sur les défaillances du système d'éducation de Djelfa.

En 2006, 68 affaires de diffamation impliquant la presse ont été jugées, contre 114 en 2005. Il n'y a pas de chiffres exacts qui reflètent le nombre total de procès en diffamation intentés pendant l'année.

La pression économique que le gouvernement exerce sur les médias est considérable. Dans le passé, le gouvernement a fait fermer des journaux pour des dettes envers les imprimeries de l'État. La dernière de ces fermetures date de 2004. Tous les journaux étaient imprimés par des imprimeries étatiques, sauf *El-Watan*, *El Khabar*, le *Quotidien d'Oran* (à Oran) et *Echourouk el-Youmi*.

En juin, lors du Congrès mondial des journaux qui a lieu tous les ans, Omar Belhouchet, propriétaire d'*El Watan*, premier journal indépendant du pays, a affirmé qu'on lui avait intenté plus de 50 procès et qu'il avait été attenté à sa vie. M. Belhouchet a continué de faire pressions pour que son pays adopte les normes internationales du journalisme.

Le gouvernement a continué d'influencer la presse indépendante par le biais de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) qui choisit les journaux indépendants susceptibles de bénéficier des publicités placés par les agences et sociétés publiques. L'ANEP, et donc le gouvernement, contrôlait la source de revenus la plus importante des journaux. Pendant l'année, les publicitaires indépendants ont joué un rôle considérablement moins important, mais de plus en plus visible, dans la génération des revenus de la publicité.

La plupart des journaux indépendants ont continué de dépendre des quatre maisons d'impression étatiques pour avoir accès aux presses et au papier journal.

En novembre, au Salon du livre d'Alger, les responsables du gouvernement ont confisqué le livre récent de Mohamed Benchicou, *Les geôles d'Alger*, et ont interdit la vente de plus de 1 100 ouvrages et matériels à contenu religieux. En octobre 2006, le gouvernement avait empêché de la même façon que des livres et des CD-ROM appuyant la vision salafiste de l'islam soient exposés et vendus au Salon.

Le gouvernement a continué de restreindre la couverture de sujets ayant trait « à la sécurité nationale et au terrorisme » dans les médias locaux et internationaux. La chaîne Al-Jazira

n'est plus autorisée à faire des reportages dans le pays depuis que son bureau a été fermé par le gouvernement en 2004. Le correspondant d'Al-Arabiya, Ahmed Megaache, s'est vu retirer sa carte d'accréditation en 2004.

Les antennes paraboliques étaient très répandues et procuraient à environ 60 % des foyers un accès aux chaînes européennes et arabes.

La progression de la culture amazighe dans les médias imprimés et radiodiffusés s'est poursuivie. Les émissions en tamazight (langue amazighe ou berbère) se sont aussi multipliées sur les chaînes non berbérophones, ainsi que les publicités en tamazight diffusées à la télévision et à la radio en général. Au début de l'année scolaire 2006-2007, le tamazight était officiellement enseigné dans les écoles primaires, à partir de la quatrième année, dans 17 provinces peuplées en majorité de Berbères.

En juin, le gouvernement a créé une Académie et un Conseil supérieur de la langue tamazight, en vertu de l'article 3 de la Constitution qui stipule que l'amazighe est une langue nationale. Ces deux institutions sont placées sous la tutelle du président.

Les restrictions qui pèsent sur les médias internationaux et qui limitent leur capacité à travailler en toute liberté sont restées en vigueur ; toutefois, elles n'ont pas été appliquées aussi strictement que les années précédentes. Le bureau d'Al-Jazira est resté fermé. Ni Ahmed Megaache, correspondant arabe de la BBC, ni Arezki Aït Larbi, correspondant du *Figaro*, n'ont reçu les cartes d'accréditation qu'ils ont demandées ; pour ce dernier, ce refus dure depuis 1995.

#### Liberté relative à Internet

L'accès à Internet était généralement libre ; toutefois, le gouvernement surveillait les courriels et les forums informatiques. Le 11 juin, le blogueur Abdulsalam Baroudi a comparu devant un tribunal, ayant été accusé par le directeur des Affaires religieuses d'avoir fait figurer des matériels diffamants sur son blog personnel. Il a été condamné à une amende de 148 dollars (10 000 dinars). L'article 14 du décret ministériel de 1998 relatif aux télécommunications stipule que les fournisseurs d'accès à Internet sont responsables du fait d'autrui concernant les matériels et les sites Web qu'ils hébergent. Ce même décret énonce les mesures à prendre pour contrôler le contenu des sites Web, afin de bloquer l'accès à

des matériels « incompatibles avec la moralité ou l'opinion publique ».

Selon des informations de presse, 3,5 millions de personnes se sont connectées à Internet, dont 800 000 à partir de chez elles en utilisant des services ADSL. Il y avait environ 6 000 cybercafés.

#### Liberté académique et manifestations culturelles

La liberté académique était généralement restreinte de la même manière que la liberté d'expression.

Un nombre croissant de séminaires et de colloques se sont déroulés sans interférence du gouvernement, mais il y a eu des retards importants dans l'attribution de visas aux participants internationaux et, dans certains cas, des experts internationaux n'ont pas été autorisés à entrer dans le pays.

En août, le chanteur de raï algérien Reda Taliani a donné un concert à Casablanca. Dans l'une de ses chansons, il disait que le Sahara occidental faisait partie du Maroc. Immédiatement après le concert, la Radio nationale algérienne a donné l'ordre à toutes les stations de radio de cesser de diffuser ses chansons en raison de ses opinions sur le Sahara occidental.

En juin, la projection du documentaire *Ne restent dans l'oued que ses galets*, de Jean-Pierre Lieddo, a été annulée au Centre culturel de Constantine. Le film examine ce qui aurait pu arriver si l'histoire de l'Algérie n'avait pas été entachée par la violence. Le ministère de la Culture avait averti Lieddo qu'à moins qu'une copie du documentaire lui soit envoyée à l'avance, il ne pourrait pas être projeté en public et le réalisateur a choisi de ne pas se conformer à cette condition du ministère.

#### b. Liberté de rassemblement pacifique et d'association

La Constitution prévoit la liberté de rassemblement et d'association ; cependant, l'exercice de ces droits a été considérablement restreint en pratique.

#### Liberté de réunion

La Constitution reconnaît le droit de réunion ; toutefois, le décret relatif à l'état d'urgence et la pratique du gouvernement ont continué de limiter l'exercice de ce droit. Un décret de 2000 a continué d'interdire les manifestations à Alger. Les

citoyens et les organisations devaient obtenir des autorisations du gouverneur local avant de tenir des réunions publiques. Le gouvernement a souvent autorisé les partis politiques, les ONG et d'autres groupes à tenir des rassemblements en salle, bien que ces autorisations n'aient été souvent accordées que la veille de l'événement, limitant ainsi la publicité et la mobilisation.

En février, les forces de sécurité ont interdit la tenue d'un séminaire international sur les disparitions forcées organisé par plusieurs ONG, y compris SOS Disparus, Djazaïrouna, l'Association nationale des familles des disparus (ANFD) et le Somoud, groupe de plaidoyer pour les victimes du terrorisme. Roberto Garreton, expert des droits de l'homme aux Nations unies et Anne Laurence Lacroix, directrice adjointe de l'Organisation mondiale contre la torture, se sont vus refuser leurs visas d'entrée. Les ONG ont tenu le même séminaire en mars à Bruxelles (Belgique).

Dans le passé, en raison des difficultés répétées soulevées par ses demandes d'autorisation de tenir des réunions en plein air, la LADDH avait décidé de les organiser à l'intérieur. Pendant l'année, elle n'a fait état d'aucune difficulté de ce genre ; toutefois, la plupart de ses réunions se sont déroulées dans des salles de conférence. Les groupes opposés à la Charte pour la paix et la réconciliation ont également eu des difficultés à obtenir l'autorisation d'organiser des rassemblements publics.

Pendant l'année, en dehors de la capitale, le gouvernement a dispersé au moins quatre défilés, manifestations et rassemblements publics à El-Oued, Aïn Talout, Oran et Boussaada. Depuis septembre 2006, les membres de l'ONG SOS Disparus se sont réunis toutes les semaines devant le siège de la CNCPPDH pour exhorter le président Bouteflika à prendre des mesures supplémentaires pour régler le problème des disparus.

#### Liberté d'association

La Constitution reconnaît le droit d'association, mais l'exercice de ce droit a été considérablement restreint par le décret d'urgence et la pratique du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur doit agréer tous les partis politiques avant qu'ils ne soient légalement établis (voir section 3). Le gouvernement a restreint l'enregistrement de plusieurs ONG, associations et partis politiques pour des « raisons de sécurité » mais a refusé de fournir des preuves ou des justifications légales motivant son refus d'autoriser d'autres organisations qui ne pouvaient

être disqualifiées pour des motifs de sécurité. Le gouvernement a souvent refusé de reconnaître officiellement des ONG, des associations et des partis politiques de manière expéditive. Le ministère de l'Intérieur peut refuser un permis ou dissoudre tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement, à la sécurité ou à l'ordre public. Les activités politiques sont interdites par la loi d'application de l'amnistie à toute personne responsable d'avoir utilisé la religion de manière ayant contribué à la « tragédie nationale ».

Le gouvernement accorde des licences et des subventions à des associations nationales, notamment les associations de jeunes, médicales et de quartier. Le ministère de l'Intérieur considérait que les organisations qui ne pouvaient pas obtenir l'agrément du gouvernement étaient illégales. Les ONG nationales se sont heurtées à des obstacles bureaucratiques lorsqu'elles ont tenté d'obtenir des soutiens financiers provenant de l'étranger. Bien que n'étant pas illégal, le soutien financier provenant de l'étranger est soumis à une série d'autorisations des ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale. Ces autorisations sont difficiles à obtenir.

L'adhésion au Front islamique du salut (FIS), parti politique dissous en 1992, est demeurée illégale. L'ONG SOS Disparus et deux autres partis politiques, le Front démocratique de Sid-Ahmed Ghazali et le parti Wafa de l'ancien premier ministre Ahmed Taleb Ibrahimi (généralement considéré comme l'héritier politique du FIS), n'étaient toujours pas reconnus mais opéraient sans interférence.

En novembre 2006, le gouvernement a empêché des représentants diplomatiques de visiter l'ONG algérienne Somoud, groupe de défense des victimes du terrorisme.

Comme dans les années précédentes, le gouvernement a accordé des visas à Freedom House, une ONG étrangère, afin que ses membres puissent rencontrer d'autres ONG et des diplomates étrangers dans le pays. En mai 2006, Amnesty International (AI) a informé le gouvernement qu'elle souhaitait se rendre dans le pays, mais le gouvernement a refusé de l'y autoriser. Selon des informations de presse, AI n'a pas tenté d'effectuer de visite pendant l'année.

Pendant l'année, une organisation internationale de promotion de la démocratie a été tenue d'obtenir la permission du gouvernement pour choisir les partenaires nationaux qui allaient collaborer à ses activités. Le gouvernement a soutenu en outre

que la législation n'autorisait pas les sections d'ONG étrangères à opérer légalement dans le pays. Il était déjà arrivé que le gouvernement fasse des difficultés pour délivrer des visas à des responsables d'ONG qui souhaitaient se rendre dans le pays et empêche de sortir du territoire des ressortissants algériens qui souhaitaient assister à des réunions organisées avec le soutien d'ONG internationales.

En mars, le wali d'Oran a empêché le Mouvement démocratique et social (MDS) de tenir deux réunions destinées à expliquer son boycott des élections législatives du 17 mai.

En mois de mai, l'administration locale à Oran a annulé un séminaire de trois jours organisé par le Syndicat Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP) en collaboration avec un NGO internationale. Les autorités locales ont refusé de donner des explications concernant cette interdiction.

#### c. Liberté de culte

La Constitution déclare que l'islam est la religion d'État et interdit aux institutions d'adopter des comportements qui seraient incompatibles avec la moralité musulmane. Plus de 99 % de la population appartient à la branche sunnite de l'islam. La Constitution ne prévoit pas explicitement la liberté de culte et l'interprétation que le gouvernement fait de la charia ne reconnaît pas les conversions de l'islam à d'autres religions. Toutefois, la Constitution déclare que la liberté de croyance est inviolable et que tous les citoyens sont égaux. Elle contient aussi une clause contre la discrimination fondée sur la situation ou les circonstances de tout citoyen, qu'elles soient personnelles ou sociétales. La Constitution interdit aux non musulmans de briguer la présidence. Dans la pratique, le gouvernement a restreint la liberté de culte.

L'ordonnance 06-03 de 2006, qui définit les conditions et les règles régissant la pratique des rites religieux des non musulmans, autorise la libre pratique des rites religieux, sous réserve qu'elle soit conforme à l'ordonnance, à la Constitution, à d'autres lois et réglementations, et qu'elle respecte l'ordre public, la moralité et les droits et libertés fondamentales d'autrui. La loi limite la pratique des religions autres que l'islam, notamment en interdisant les rassemblements publics, en exigeant que les groupes religieux organisés s'enregistrent auprès du gouvernement, et en contrôlant l'importation de matériels religieux chrétiens. Toutefois, à quelques rares

occasions, le gouvernement a autorisé des groupes religieux non musulmans enregistrés à organiser des services religieux en public.

En mai, le gouvernement a rendu public le décret exécutif n° 07-135 qui définit plus avant la réglementation régissant les activités religieuses dans le pays. Dans l'article 2, le décret définit l'« activité religieuse » comme un « rassemblement temporaire de personnes organisé dans des édifices accessibles par des organisations religieuses ».

Les activités religieuses sont soumises à l'approbation du wali et une demande doit être présentée par écrit au moins cinq jours à l'avance pour les organiser. Cette demande doit être signée par au moins trois personnes jouissant de tous leurs droits civils et contenir toutes les informations nécessaires, notamment les noms, les adresses, les objectifs de l'activité religieuse, le siège de l'association, la date, l'heure et la durée de l'activité.

En vertu du décret 90-91, le wali peut demander aux organisateurs, « 48 heures avant le dépôt de la demande », de changer le lieu d'une activité approuvée et interdire toute activité qui, selon lui, constitue un « danger au maintien de l'ordre public ».

Selon le ministère des Affaires religieuses, l'un des objectifs du décret 06-03 de 2006 est de veiller au respect de l'ordre public. L'ordonnance confine les cultes non musulmans à des établissements spécifiques approuvés par l'État, impose des sanctions pour prosélytisme et traite les infractions comme des délits de droit pénal plutôt que civil. Des restrictions frappent les rassemblements publics organisés pour la pratique sans autorisation d'une religion autre que l'islam, le prosélytisme des citoyens par des étrangers est interdit et l'importation de matériels religieux est contrôlée. Aucun rapport n'indique que cette ordonnance ait été mise en application pendant l'année.

Le gouvernement exige que les religions organisées soient officiellement reconnues avant d'organiser toute activité religieuse, quelle qu'elle soit. Les religions protestante, catholique romaine et adventiste du septième jour étaient les seules religions non islamiques autorisées à œuvrer dans le pays. Les membres d'autres confessions, notamment les méthodistes, étaient obligés de pratiquer sans l'autorisation du gouvernement ou de s'enregistrer en tant que branche de l'Église

protestante.

L'article 29 de la Constitution donne aux citoyens le droit de choisir leur religion ; toutefois, l'interprétation que le gouvernement fait de la charia ne reconnaît pas la conversion de l'islam à toute autre religion. Il n'existait pas de lois spécifiques interdisant le prosélytisme de citoyens non musulmans par des citoyens musulmans ; en revanche, le gouvernement considérait le prosélytisme des citoyens musulmans par des non musulmans comme une activité subversive. Le gouvernement a limité l'importation de littérature religieuse, y compris la littérature islamique destinée à une vaste distribution, bien qu'il n'ait pas interdit l'utilisation de tels matériels à usage personnel. Ces dernières années, les textes non islamiques, ainsi que des sélections de musique et de vidéos, sont devenus plus faciles à se procurer. Les stations de radio publiques proposent des temps de diffusion aux émissions protestantes et catholiques. Le gouvernement a interdit la distribution de toute littérature décrivant la violence comme un précepte légitime de l'islam.

Les ministères de l'Éducation et des Affaires religieuses exigent, réglementent et financent l'étude de l'islam dans les établissements d'enseignement publics. Le gouvernement a surveillé les activités dans les mosquées pour déceler d'éventuelles atteintes à la sécurité, a interdit les rassemblements publics dans les mosquées en dehors des heures de prières régulières et a convoqué des imams au ministère des Affaires religieuses pour « action disciplinaire » lorsqu'il l'a jugé nécessaire. Le ministère des Affaires religieuses a fourni un soutien financier aux mosquées et a payé le salaire des imams ; il a également assuré la formation des imams et réglementé leur affectation, et la loi l'autorise à examiner les sermons avant qu'ils ne soient prononcés en public. Toutefois, des responsables du ministère ont indiqué qu'ils s'immisçaient rarement dans l'élaboration des sermons autrement qu'à titre de conseillers. Le gouvernement contrôlait toutes les écoles coraniques en vue d'empêcher des enseignements extrémistes. Le ministère des Affaires religieuses a exercé un contrôle sur les sermons islamiques au cours des événements violents qui ont opposé les islamistes et le gouvernement dans les années 1990, et ces restrictions ont pour la plupart été maintenues.

Le Code pénal prévoit des amendes et des peines de prison à l'encontre des personnes qui prêchent dans une mosquée sans avoir été reconnues par le gouvernement en tant qu'imams. Il est interdit à toute personne, y compris aux imams reconnus par le

gouvernement, de parler durant les prières d'une manière « contraire à la noble nature de la mosquée ou susceptible de mettre en péril la cohésion de la société ou servir d'apologie de telles actions. »

La population juive du pays comptait moins de 100 personnes. Aucune synagogue n'est active dans le pays.

#### Abus sociétaux et discrimination

Le conflit civil de 1992 à 2002 a opposé des musulmans radicaux autoproclamés appartenant au Groupe islamique armé (GIA) et à l'organisme qui lui a succédé, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) - aujourd'hui connu sous le nom d'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQIM) - à des musulmans modérés. Pendant l'année, les extrémistes islamiques ont publiquement émis des menaces contre tous les « infidèles » et « apostats » dans le pays, aussi bien étrangers qu'algériens. En général, les groupes terroristes du pays n'ont pas fait de distinction entre assassinats politiques et assassinats religieux.

Des articles, des commentaires politiques et des dessins à caractère antisémite ont régulièrement paru dans la presse arabophone. Un exemple récent datant du 17 juin est un dessin publié dans *Al-Khabar* avec la légende : « L'Autorité palestinienne se fractionne en deux gouvernements ». Le dessin montre Israël et les juifs (dont les représentations étaient stéréotypées, pour la plupart) en train d'encourager le différend entre le Hamas et le Fatah et d'en rire, et indique qu'Israël était le principal bénéficiaire de cette lutte intestine. Le gouvernement n'a pas promu l'enseignement de la tolérance et de l'impartialité, et aucune législation ne sanctionne les crimes de haine.

Pour un examen plus détaillé, voir le *Rapport international de 2007 sur la liberté de religion*.

- d. Liberté de mouvement, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et protection des réfugiés

La Constitution reconnaît la liberté de mouvement, mais le gouvernement a restreint l'exercice de ce droit. Le gouvernement n'a pas autorisé les jeunes hommes soumis à la conscription et qui ne s'étaient pas encore acquittés de leurs obligations militaires à quitter le pays sans autorisation spéciale ; toutefois, cette autorisation a été accordée aux étudiants et

aux personnes qui se trouvaient dans des situations familiales spéciales.

En vertu du décret d'urgence de 1992, le ministre de l'Intérieur et les gouverneurs des provinces peuvent refuser le droit de résider dans certains districts à toute personne considérée comme une menace à l'ordre public. Pour des raisons de sécurité, le gouvernement a également restreint les déplacements dans les quatre provinces d'Ouargla, d'El-Oued, de Laghouat et d'Aïn-Salah au sud du pays, où sont implantées la majorité des usines d'hydrocarbures et où vit une nombreuse main-d'œuvre étrangère. En vertu du même décret, le ministre de l'Intérieur peut détenir des individus à domicile. Amnesty international a signalé que cette mesure était utilisée pour assigner à résidence les personnes déjà détenues dans les casernes du DRS, ce qui revient à dissimuler une détention arbitraire prolongée.

Des bandits armés et des terroristes ont intercepté des citoyens à des barrages routiers, le plus souvent après avoir volé des uniformes et des équipements de la police pour leur soustraire argent et véhicule. Il est arrivé que des bandits armés tuent des groupes de passagers militaires ou civils à ces barrages.

La loi n'autorise pas les personnes de moins de 18 ans à voyager sans l'autorisation d'un tuteur.

La loi ne reconnaît pas l'exil forcé, et celui-ci n'est pas connu en pratique.

#### Protection des réfugiés

La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié conformément à la Convention des Nations unies de 1951 relative au statut des réfugiés et à son protocole de 1967, et le gouvernement a établi un système de protection des réfugiés.

Toutefois, pendant l'année, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le gouvernement n'a pas accordé le statut de réfugié reconnu par le HCR à 28 personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Ce groupe a été reconduit à la frontière malienne, en pleine zone de conflit, sans aucune protection contre le refoulement, à savoir le retour d'une personne dans un pays où elle a des raisons de craindre qu'elle sera persécutée, après un procès qui s'est déroulé sans avocat. Aucun rapport n'a fait état de cas où le gouvernement avait octroyé l'asile et le statut de réfugié à quiconque pendant l'année.

Le gouvernement a offert une protection à plus de 100 000 réfugiés sahraouis ayant quitté le Sahara occidental après la prise de contrôle de ce territoire par le Maroc dans les années 1970. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial, le Croissant-Rouge algérien et d'autres organisations sont également venus en aide aux réfugiés sahraouis. Selon le HCR, le gouvernement n'a accordé à personne le statut de réfugié pendant l'année et il n'a pas autorisé le HCR à recenser les réfugiés sahraouis. Selon le HCR, aucun cas de refoulement officiel n'a été signalé.

#### Apatrides

Les réfugiés sahraouis peuvent être considérés comme apatrides du fait que le Sahara occidental n'est pas un État reconnu dont ils pourraient revendiquer la nationalité.

#### Section 3 Respect des droits politiques : le droit des citoyens à changer le gouvernement

La Constitution prévoit que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement par des moyens pacifiques dans le cadre d'élections au suffrage universel tenues à intervalles réguliers. Bien que les élections aient généralement été transparentes, des restrictions à l'activité des partis politiques ont limité l'exercice de ce droit.

#### Élections et participation à la vie politique

Des élections législatives pluripartites au suffrage universel ont eu lieu le 17 mai pour renouveler la chambre basse, mais tous les partis politiques n'ont pas eu pleinement accès au processus électoral. Le parti islamiste Islah a été disqualifié par le ministère de l'Intérieur au motif que son chef n'avait pas été élu à un récent congrès du parti. Le taux de participation a été faible, officiellement 36 % des électeurs, mais selon des sources non officielles, il se situait en dessous de 25 %, ce qui est le taux le plus faible depuis l'instauration de la démocratie pluripartite en 1989.

Le 29 novembre, des élections locales pluripartites ont eu lieu, mais le processus électoral a été entaché d'irrégularités et d'accusations de fraude. Le taux de participation était officiellement de 44 %, mais les partis d'opposition ont estimé qu'il était en réalité beaucoup plus faible. La surveillance du

processus de dépouillement des votes n'a pas été autorisée, que ce soit au niveau local, des districts ou national.

Une élection présidentielle pluripartite concurrentielle a eu lieu en 2004 au suffrage universel. La Constitution prévoit la tenue d'élections présidentielles tous les cinq ans et stipule que le président ne peut pas être élu pour plus de deux mandats consécutifs. Dans l'ensemble, cette élection s'est déroulée dans la transparence.

En 2004, pour la première fois depuis la fin du système du parti unique et après plus d'une décennie de conflit civil et de violence terroriste, un président en exercice a non seulement terminé son mandat de cinq ans, mais a été réélu à l'issue d'un scrutin concurrentiel. Les débats publics et la controverse soulevée par une éventuelle réforme de la Constitution qui permettrait à M. Bouteflika de se présenter une troisième fois ont fait les gros titres des journaux à la fin de l'année.

Contrairement aux élections précédentes, des progrès remarquables ont été faits en 2004 pour garantir la liberté et la transparence du processus électoral. Un observateur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe chargé de la surveillance des élections a déclaré lors d'une conférence de presse que le scrutin avait été libre et juste dans l'ensemble, à l'exception de quelques problèmes.

Les candidats de l'opposition ont affirmé que le ministère de l'Intérieur avait empêché les partis enregistrés de tenir des réunions en leur refusant l'accès aux salles de conférence du gouvernement, plus grandes et mieux équipées, alors qu'il favorisait dans le même temps les activités du FLN pro-Bouteflika. L'accès aux médias pendant les élections a été généralement équitable. Chaque parti disposait d'un temps d'antenne égal pour présenter ses programmes de campagne à la radio et à la télévision locales, bien que certains partis se soient plaints des heures qui leur avaient été imparties.

Le pays est posséder un Parlement bicaméral comptant 389 sièges à l'Assemblée populaire nationale (chambre basse) et 144 sièges au Conseil de la Nation (chambre haute).

La loi requiert que tout parti politique potentiel obtienne l'agrément officiel du ministère de l'Intérieur pour s'établir. Pour être officiellement approuvé, un parti doit avoir 25 membres fondateurs répartis dans le pays dont les noms doivent être déposés au ministère de l'Intérieur. En vertu des

amendements à la loi électorale du 14 juillet, un parti doit avoir obtenu 4 % des suffrages ou au moins 2 000 votes dans 25 wilayas (provinces) à l'une des trois dernières élections législatives pour participer aux élections nationales.

Le gouvernement a refusé d'enregistrer le parti Wafa en raison de ses liens perçus avec le FIS dissous, qui en font une menace pour la sécurité nationale aux yeux du ministère de l'Intérieur. Le gouvernement n'a pas non plus fourni de réponse officielle à la demande d'enregistrement du Front démocratique déposée en 1998 ; les dirigeants du parti ont estimé que le gouvernement n'était pas encore prêt à « une véritable ouverture démocratique ». Aucun parti n'est autorisé à utiliser la religion ou l'héritage ethnique pour se constituer en organe politique sur ces bases. La loi interdit également les liens entre les partis politiques et les associations apolitiques et régleme nte le financement des partis et les modes d'établissement de rapports.

Le cabinet comprenait trois femmes. Trente des 389 sièges à l'Assemblée et quatre des 144 sièges au Conseil de la nation étaient aussi occupés par des femmes. Une femme était à la tête du Parti des travailleurs, et les trois grands partis politiques suivants - FLN, RND et RCD - comprenaient des divisions féminines dirigées par des femmes. Le pays n'avait pas adopté de système de quotas visant à rendre obligatoire l'élection de femmes à un certain nombre de sièges au Parlement.

La minorité ethnique berbère de près de neuf millions de personnes concentrée dans la région de la Kabylie a participé librement et activement au processus politique et représentait un tiers du gouvernement.

#### Corruption et transparence du gouvernement

La réglementation anti-corruption du Code pénal prévoit des peines de prison allant de 2 à 10 ans pour les hauts fonctionnaires de l'État ; cette réglementation n'était toutefois pas suffisamment appliquée.

Selon des informations obtenues de sources judiciaires en juin, près de 40 affaires de corruption impliquant des policiers ont été jugées entre janvier et mars. Vingt-quatre de ces policiers ont été condamnés à des peines de prison. Aucune information supplémentaire n'était disponible plus tard dans l'année. En tout, 192 policiers ont été condamnés pour corruption en 2006.

En juillet, un tribunal de Skikda a condamné deux officiers de police à 10 ans de prison et à une amende de 7 400 dollars (500 000 dinars) pour corruption. Dix maires impliqués dans cette même affaire ont été condamnés à des peines allant de six mois à un an de prison et à des amendes de 89 dollars (6000 dinars).

En février 2006, une loi instaurant un programme national de lutte anti-corruption a été adoptée, bien qu'elle ait été amendée pour retirer une clause stipulant que les élus et les hauts fonctionnaires devaient déclarer leurs avoirs et, qu'ils pouvaient, dans certains cas, être privés de leur immunité parlementaire. Cet amendement a été adopté à l'insistance des parlementaires selon lesquels le Code pénal actuel suffisait pour sanctionner les délits de corruption, et qui estimaient que le Parlement devait être seul autorisé à décider de la levée de l'immunité parlementaire. En décembre 2006, le président Bouteflika a promulgué trois décrets pour mettre en œuvre les dispositions de la législation anti-corruption de février 2006. Ces trois décrets présidentiels et le Code pénal couvrent les types d'infractions que les clauses qui ont été supprimées étaient destinées à sanctionner.

L'affaire Ahmed Bouricha, wali de Blida, était encore en cours d'investigation à la fin de l'année. En 2005, M. Bouricha avait été forcé de démissionner de son poste après avoir été impliqué dans une affaire de corruption immobilière, d'usage de fonds publics à des fins personnelles et d'abus de terres agricoles.

Dans une interview donnée à la radio en octobre, Mohamed Bouderbala, directeur général des douanes, a déclaré que 65 douaniers avaient été accusés de corruption entre janvier et octobre.

À la fin de l'année, le procès de Djillali Araar, wali de la province d'El-Tarf, suivait son cours. Le président Bouteflika a démis M. Araar de ses fonctions en octobre 2006 après que ce dernier eut été accusé de corruption et de détournement de fonds publics. M. Araar était le troisième de 48 gouverneurs limogés pour corruption dans le pays depuis 2005.

Bien qu'il soit autorisé par la Constitution, l'accès aux informations gouvernementales a souvent été limité. En dépit des engagements pris d'éliminer la corruption, il n'existe pas de loi facilitant l'accès à l'information. Les achats publics ont souvent été entachés d'irrégularités, notamment par un recours excessif à des contrats privés. Selon le ministère des Travaux

publics, après que le président Bouteflika eut annoncé dans une déclaration d'avril 2005 que le recours aux contrats privés, y compris les contrats de source unique, serait interdit, les agences gouvernementales ont commencé à lancer des appels d'offres publics pour tous les projets d'infrastructures et les grands projets gouvernementaux. Certains organismes ont toutefois continué à passer des contrats directs pour des projets de plus petite envergure et moins en vue. Dans ces appels d'offres, les évaluations n'ont pas été divulguées aux sociétés participantes et les méthodes et techniques d'évaluation n'ont pas été clairement définies.

Le manque de transparence du gouvernement reste un problème sérieux. Le débat parlementaire qui s'est tenu en 2005 autour de la loi anti-corruption a révélé que 80 % des responsables gouvernementaux n'avaient pas déclaré le montant de leur fortune. Un grand nombre de statistiques économiques du gouvernement n'ont pas été rendues publiques. Tous les ministères avaient des sites Web, mais ils n'étaient pas tous mis à jour. Le ministère de la Justice fournissait des informations relatives aux droits des citoyens et à la législation dans deux sites Web.

Section 4 Attitude du gouvernement relative aux enquêtes internationales et non gouvernementales menées sur des allégations de violations des droits de l'homme

Le gouvernement a continué d'imposer des restrictions aux activités de certaines ONG locales et de les harceler. Il a également entravé le travail de certaines ONG internationales. Le gouvernement s'est immiscé dans les enquêtes menées par certains groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme et s'est opposé à la publication de leurs conclusions. Si les membres de certaines organisations, notamment la LADH et la LADDH, ont été autorisés à se déplacer librement, les groupes les plus actifs et les plus visibles ont rapporté des interférences de la part des autorités gouvernementales, y compris la surveillance et l'écoute de leurs appels téléphoniques, ainsi que des difficultés à trouver des salles de réunion et à obtenir que des conférenciers internationaux soient autorisés à parler de sujets sensibles.

Les ONG nationales doivent être agréées par le gouvernement et il leur est interdit de recevoir des financements de l'étranger sans l'approbation préalable du ministère de la Solidarité nationale. Toutefois, une centaine d'ONG non agréées, notamment des groupes de défense de la femme et des organisations

caritatives, mènent ouvertement des activités. Les ONG non agréées n'ont reçu aucune aide du gouvernement et les citoyens hésitaient parfois à s'associer à leurs activités.

Les membres des ONG internationales ont continué de subir des retards dans l'obtention de leurs visas, mais les refus purs et simples ont été rares. Ces retards dans le traitement des demandes de visas ont toutefois empêché un certain nombre d'ONG de mettre en œuvre leur programmation au cours de l'année. Un forum prévu pour septembre 2006 a dû être reporté indéfiniment en raison des difficultés que les experts internationaux rencontraient pour obtenir un visa.

Si une ONG n'est pas officiellement reconnue par le ministère de l'Intérieur, elle n'est pas autorisée à mener des enquêtes. Mais il est aussi arrivé que des ONG légalement reconnues aient été empêchées de mener des enquêtes. Par exemple, la LADDH, une ONG reconnue, n'a pas pu avoir accès aux camps de prisonniers ou aux centres de détention. L'ONG locale Djazaïrouna, dont l'existence est également officielle, a subi une pression indirecte du gouvernement la poussant à déménager ses locaux.

Le groupe indépendant le plus actif dans la défense des droits de l'homme était la LADDH, qui compte des membres à travers tout le pays. La LADDH n'a pas été autorisée à s'entretenir avec des responsables gouvernementaux sur des questions relatives aux droits de l'homme ou à des fins de recherche, ou avec des prisonniers en dehors des consultations usuelles entre un avocat et son client.

La LADH, moins active, est une organisation indépendante dont le siège est à Constantine. La LADH dispose dans tout le pays de membres chargés de la surveillance de cas individuels.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pleinement accès aux prisons civiles et aux centres de détention provisoire ; il n'a toutefois pas été autorisé à entrer dans les prisons militaires et dans les prisons de haute sécurité du pays.

L'ONG internationale Handicap international et l'ONG locale FOREM qui promeut toutes deux les droits de l'enfant n'ont pas rapporté de difficultés dans la conduite de leurs enquêtes.

En janvier, le rapporteur spécial des Nations unies sur la violence contre les femmes, Yakin Erturk, a pu se rendre en Algérie. Toutefois, le gouvernement continue de refuser les

visites du Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées et involontaires (en attente depuis 1997), du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture (en attente depuis 1997) et du rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (en attente depuis 1998).

La Commission consultative pour la protection et la promotion des droits de l'homme (CNCPPDH) est le médiateur désigné par le gouvernement en matière de défense des droits fondamentaux. Dirigée par Farouk Ksentini, la Commission comprend 22 membres issus d'organes gouvernementaux et 23 membres issus d'organisations non gouvernementales et de la société civile. Les membres non gouvernementaux étaient des représentants d'organisations religieuses islamiques, de la Société du Croissant-Rouge et de groupes de défense des droits de la femme. Le président approuve la nomination des membres de la Commission ; le budget de celle-ci est fourni par le bureau présidentiel, lequel assure aussi le secrétariat de la Commission. La Commission est chargée de faire des rapports sur les questions relatives aux droits de l'homme, d'assurer la coordination avec la police et les responsables de la justice, de défendre la cause des droits de l'homme aux niveaux local et international, de servir de médiateur entre le gouvernement et la population et d'offrir au gouvernement son expertise dans le domaine des droits de l'homme.

#### Section 5 Discrimination, abus sociétaux et trafic de personnes

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la naissance, la race, le sexe, la langue et le statut social. En général, le gouvernement a appliqué les codes de la nationalité et de la famille, bien que les femmes se heurtent toujours à certaines formes de discrimination sociale et juridique.

##### Les femmes

Des viols, conjugaux et autres, se sont produits. Le viol non conjugal est illégal ; le viol conjugal ne l'est pas. Les peines de prison pour viol non conjugal vont de un à cinq ans.

Des violences conjugales se sont produites. La loi stipule qu'une personne doit être frappée d'invalidité pendant 15 jours ou plus et présenter un certificat médical attestant de ses blessures avant de porter plainte pour coups et blessures. En raison de pressions sociétales, toutefois, les femmes hésitent souvent à endurer ce processus. Les plaintes déposées par les

femmes pour viol et violence sexuelle sont rarement suivies d'une enquête ou référées à la justice.

Selon une étude réalisée en 2006 par l'Institut national de la santé publique (INSP), 3 746 femmes victimes d'agressions se sont rendues dans un centre de santé pour y recevoir des soins médicaux et une assistance psychologique. Plus de la moitié des victimes étaient mariées et 65 % d'entre elles étaient sans emploi. L'étude a constaté que le domicile était « l'endroit privilégié de la violence conjugale ». Une étude séparée de 2006, réalisée par la police nationale sur l'ensemble du territoire, a fait état de 2 440 femmes victimes de violences venues chercher de l'aide dans les commissariats. En revanche, en 2006, les rapports des hôpitaux sur les femmes ayant demandé des soins à la suite de violences ont dénombré plus de 8 000 victimes. Selon des informations de presse, la gendarmerie nationale a traité plus de 800 cas de violences sexuelles à l'encontre de mineures entre janvier et septembre. Pendant l'année, le nombre de femmes ayant subi des violences est passé à 9 099, selon l'Institut national de la santé et la police nationale.

Les actes de violence contre les femmes étaient plus fréquents dans les zones rurales et parmi les personnes moins instruites, selon une étude publiée en mars par l'Institut national de la santé publique, et leur dénonciation été moins fréquente en raison des pressions exercées par la société. Selon une étude effectuée en septembre 2006 par le Centre national de recherche anthropologique, 52 % d'un échantillon de 13 000 femmes ont déclaré avoir subi des mauvais traitements au moins une fois.

Pendant l'année, des ONG locales de promotion de la femme, notamment SOS Femmes en détresse, le réseau Wassila et Bent Fatma N'Soumer, ont dénoncé la violence au foyer.

SOS Femmes en détresse et le réseau Wassila ont offert des conseils juridiques et un soutien psychologique aux femmes maltraitées. Les associations de défense des droits de la femme ont eu des difficultés à présenter la violence conjugale comme un problème important, et ce, en grande partie, à cause d'attitudes sociétales. Il existe plusieurs centres d'assistance aux victimes de viol gérés par des associations féminines existaient, mais ils manquent de ressources. La section des travailleuses de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a ouvert un centre de consultation doté d'un numéro de téléphone gratuit pour les femmes en butte au harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Le nombre d'appels est en progression.

De janvier à juin, le centre a reçu 1 108 appels, contre 1 524 en 2006. SOS Femmes en détresse a ouvert un second centre d'appels pendant l'année dans la wilaya de Batna et, de janvier à juin, ce second centre a reçu 921 appels.

La prostitution est illégale ; toutefois, l'INSP et plusieurs groupes de défense des droits de la femme ont rapporté que c'était un problème croissant.

Le harcèlement sexuel est puni d'une peine d'un à deux ans de prison et d'une amende de 740 à 1 480 dollars (50 000 à 100 000 dinars). La peine est doublée en cas de récidive. L'Institut national de la santé publique a rapporté que 50 cas de harcèlement sexuel avaient été jugés pendant l'année. Selon SOS Femmes en détresse, au moins 500 femmes avaient demandé des conseils juridiques à cette organisation à la fin de l'année, sans toutefois déposer de plainte officielle. Pendant l'année, selon l'Institut national de la santé publique, 10 personnes ont été reconnues coupables et ont été condamnées à des amendes de 30 à 740 dollars (2 000 à 50 000 dinars.)

La Constitution reconnaît l'égalité des sexes ; toutefois, certains aspects de la législation et de nombreuses pratiques sociales traditionnelles sont encore discriminatoires à l'égard des femmes. Le Code de la famille, adopté en 1984 et amendé en février 2005 par décret présidentiel, se fonde en grande partie sur la charia. Le Code de la famille interdit aux femmes musulmanes d'épouser des non musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée. Une femme peut épouser un étranger et transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ses enfants et à son conjoint. Les hommes musulmans peuvent épouser des non musulmanes. En vertu de la charia et du Code civil, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère.

Les femmes peuvent demander le divorce pour cause de différences irréductibles et de violation de l'accord pré-nuptial, entre autres motifs. En cas de divorce, la femme peut conserver le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement attribuée à la mère, mais celle-ci ne peut pas prendre de décisions relatives à leur éducation ou emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation du père. En pratique, un nombre croissant de femmes conservent le domicile familial quand elles ont la garde des enfants.

Le Code de la famille reconnaît la pratique islamique qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. Dans la pratique, toutefois, la polygynie ne concernait que de 1 à 2 % des mariages.

Dans la pratique, les amendements du Code de la famille contredisent les prescriptions de la charia relatives au rôle et au consentement d'un tuteur mâle au mariage d'une femme, bien que ces conditions aient été officiellement retenues. Le tuteur continue de contracter le mariage, mais la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite pour jouer ce rôle.

Les femmes souffrent de discrimination en matière d'héritage. Selon la charia, les femmes ont droit à une part des biens inférieure à celle des enfants de sexe masculin ou des frères de leur mari défunt. Dans la charia, cette différence est justifiée, car d'autres dispositions prescrivent que le revenu et les biens de l'époux servent à subvenir aux besoins de la famille, tandis que l'épouse garde, en principe, les biens qui lui appartiennent en propre. Toutefois, dans la pratique, les femmes n'ont pas toujours le contrôle exclusif des biens qu'elles ont apportées en se mariant ou qu'elles ont acquis par elles-mêmes. Les femmes mariées âgées de moins de 18 ans ne peuvent pas se rendre à l'étranger sans la permission de leur mari. Les femmes mariées peuvent contracter des emprunts d'affaires et utiliser leurs propres ressources financières. Selon le Centre national des registres du commerce, 9 500 femmes étaient à la tête d'une entreprise commerciale en 2006. Selon un rapport de février de l'Office national de la statistique, 1 179 000 femmes travaillaient et 858 000 autres étaient sans emploi dans le pays.

Malgré les dispositions constitutionnelles et légales qui reconnaissent l'égalité des sexes, en pratique, les femmes ont continué de faire l'objet d'une discrimination au travail. Les responsables d'associations féminines ont signalé que les violations fondées sur la discrimination étaient fréquentes.

Dans les zones urbaines, les femmes étaient socialement encouragées à poursuivre des études supérieures ou à avoir une carrière. Les filles ont un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que les garçons. Selon les statistiques, les femmes étaient représentées à hauteur de 60 % dans les professions médicales, de 55 % dans les médias, de 30 % dans les professions judiciaires de haut niveau, et de plus de 60 % dans le secteur de l'enseignement. Sur 7,7 millions de travailleurs, 1,4 million étaient des femmes, soit seulement 18 % de la force de travail.

Les femmes peuvent avoir leur propre entreprise, passer des contrats et poursuivre des carrières semblables à celles des hommes. En outre, 36 % des juges étaient des femmes et les femmes travaillaient à tous les niveaux du système judiciaire. Par ailleurs, des agents de police féminins ont été affectés dans certains commissariats pour aider les femmes qui se plaignent de maltraitance.

En juillet 2006, le ministère des Affaires religieuses et le ministère de la Santé ont organisé une série de cours de formation destinés aux imams et aux femmes guides, afin de mieux traiter certains problèmes sociaux et médicaux, notamment le VIH/SIDA. Dans le cadre de ce programme, 100 exemplaires d'un guide national sur l'islam et le VIH/SIDA ont été distribués aux personnes présentes.

### Enfants

Le gouvernement s'est généralement engagé à protéger le bien-être, les droits, la santé et l'éducation des enfants. La maltraitance des enfants est illégale, mais elle a continué de poser problème. Les ONG spécialisées dans la protection de l'enfant ont cité des cas de violence familiale à l'encontre d'enfants, qu'elles attribuent à la « culture de violence » qui s'est instaurée depuis le conflit civil des années 1990. Ces comportements sont aussi attribués à la dislocation sociale causée par l'exode rural des familles qui tentaient d'échapper à la violence terroriste. Les experts, mettant en cause la réticence des familles, estiment que beaucoup de cas n'ont pas été déclarés.

En janvier, février et avril 2006, selon des rapports de presse, un certain nombre d'incidents se sont produits, notamment des enlèvements et des viols de fillettes par des terroristes. En mai 2006, les corps de 22 enfants ont été retrouvés dans la province de Jijel. On pense que ces enfants ont été utilisés comme boucliers humains par le GSPC. En juillet 2006, le corps d'une jeune fille, présumée décapitée par des terroristes, a été retrouvé à Bouira. Les groupes terroristes n'ont revendiqué aucun de ces incidents.

Le gouvernement assure la gratuité de l'enseignement aux enfants jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire et la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 99 % des enfants ont terminé leur neuvième année d'études, contre 98 % en 2006. Les garçons et les filles reçoivent en général la même éducation. Toutefois, les filles

des zones rurales risquent davantage d'abandonner leurs études lorsque leur famille est en difficulté financière, alors que les garçons ont souvent la priorité en matière d'éducation.

Le gouvernement offre des soins médicaux gratuits aux citoyens des deux sexes - y compris aux enfants handicapés - bien que les infrastructures soient rudimentaires.

La nécessité économique a poussé de nombreux enfants à travailler dans le secteur informel, par exemple, comme vendeurs des rues.

#### Trafic de personnes

La loi n'interdit pas le trafic des personnes, et les responsables considèrent que ce problème tombe sous le coup de la législation existante sur les migrations clandestines. L'Algérie était un pays de transit et de destination de la traite d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'Afrique subsaharienne et d'Asie destinés au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Le gouvernement n'a pas reconnu le problème de la traite des êtres humains, qui s'inscrit selon lui dans le cadre plus général de l'immigration clandestine. Selon le gouvernement, en l'absence de lois spécifiques contre la traite, d'autres lois contre l'immigration clandestine, la prostitution et le travail forcé entrent en jeu pour faire appliquer les normes anti-trafic. Rien n'indique une participation officielle du gouvernement à ce commerce.

Des cas de prostitution forcée et de servitude domestique ont été recensés parmi les immigrants clandestins d'Afrique subsaharienne transitant par le pays en quête d'opportunités économiques en Europe. Le gouvernement n'a pas compilé de statistiques officielles estimatives sur l'ampleur de la traite des êtres humains. Il n'existe pas de programme d'aide aux victimes, et aucune campagne d'information sur le phénomène n'a été entreprise.

Selon un rapport de la Gendarmerie nationale du mois de juin, entre janvier 2001 et janvier 2007, le nombre de migrants clandestins africains et arabes a dépassé les 30 000. La plupart d'entre eux étaient d'origine africaine, 14 % venant de pays du Moyen-Orient, notamment de l'Égypte, de la Syrie, de la Tunisie et de l'Irak. Certains étaient aussi originaires du Pakistan. Sur ces 30 000 migrants clandestins, il y avait 1 683 femmes et 1 300 mineurs. Il n'existe pas de statistiques indiquant le

nombre de ces personnes qui ont été victimes de la traite avant, pendant ou après leur entrée dans le pays.

En 2005, 10 agents des garde-côtes ont suivi une formation de quatre jours sur la prévention du trafic des personnes et de la contrebande.

#### Personnes handicapées

La loi offre une protection, y compris la gratuité des soins médicaux, aux personnes handicapées, et en particulier aux enfants ; toutefois, la discrimination contre ces personnes était omniprésente dans la société. La loi interdit de discriminer contre les personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics. Aucun bâtiment du gouvernement n'était accessible aux personnes handicapées. Les entreprises publiques, en réduisant leurs effectifs, ont généralement ignoré une loi de 2002 qui stipule que 1 % des postes doivent être réservés à des personnes handicapées. La sécurité sociale rembourse le prix des appareils orthopédiques, et quelques ONG spécialisées dans l'offre de soins médicaux ont reçu un soutien financier limité de la part du gouvernement. Le ministère de la Solidarité nationale a fourni des aides financières aux ONG ; toutefois, pour bon nombre d'organisations, ces aides ne représentaient qu'une part infime de leurs budgets - environ 2 %. Selon le ministère de la Solidarité nationale, il y avait 1,5 million de personnes handicapées dans le pays, mais selon la Fédération des associations des handicapés moteurs (FAHM), ce chiffre était de trois millions.

#### Autres abus sociétaux et autres formes de discrimination

La loi criminalise toute démonstration publique d'homosexualité, et les homosexuels ne bénéficient d'aucune protection juridique spécifique dans le pays. Ceux-ci sont généralement l'objet d'une discrimination sociétale, sans toutefois être exposés à des violences ou une discrimination officielle. Si certains homosexuels vivaient ouvertement en tant que tels, ce n'était pas le cas de la vaste majorité.

Le SIDA est considéré comme une maladie honteuse en Algérie. Selon les statistiques publiées en mars par le ministère de la Santé, 2 100 personnes étaient séropositives et 736 autres souffraient du SIDA. Cinquante-quatre centres offraient des

services gratuits de dépistage du SIDA en Algérie. Pendant l'année, selon une enquête menée par l'UNICEF auprès de 30 000 familles dans les 48 wilayas, seuls 15 % de la population connaissaient les moyens de se protéger du SIDA. Pendant l'année, le ministère de la Santé et l'ONG SIDA Algérie ont lancé une campagne de prévention du SIDA qui soulignait la nécessité de la non discrimination, notamment sur le lieu de travail, contre les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

## Section 6 Droits des travailleurs

### a. Droit d'association

La Constitution permet aux travailleurs de former des syndicats et d'adhérer au syndicat de leur choix, mais stipule que la création des syndicats doit être approuvée par le gouvernement. En vertu de la loi sur les syndicats professionnels, le ministère du Travail approuve ou rejette la demande de création d'un syndicat dans un délai de 30 jours, et autorise la création de syndicats autonomes. Toutefois, le gouvernement peut invalider le statut officiel d'un syndicat si ses objectifs sont jugés incompatibles avec le système institutionnel établi, l'ordre public, les bonnes mœurs, la législation ou la réglementation en vigueur. Il n'y avait pas de restrictions légales limitant le droit des travailleurs à se syndiquer. Environ les deux tiers de la population active appartenaient à des syndicats. La seule confédération des travailleurs établie, était l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui rassemble des syndicats nationaux spécialisés par secteur d'activité.

La loi interdit aux employeurs d'appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre des membres et des organisateurs des syndicats et prévoit des mécanismes pour donner suite aux plaintes déposées par les syndicats pour dénoncer les pratiques antisyndicales d'un employeur. Elle permet aussi aux syndicats de recruter leurs membres sur les lieux de travail. Les syndicats peuvent former et rejoindre des fédérations ou des confédérations. Mais dans la pratique, les tentatives de la part de nouveaux syndicats de former des fédérations ou de confédérations ou d'y adhérer ont été obstruées par des manœuvres administratives dilatoires. Depuis 1996, la Confédération des syndicats autonomes, qui n'a toujours pas de statut officiel, tente sans succès d'organiser les syndicats autonomes. La loi autorise les syndicats à s'affilier à des organismes syndicaux internationaux et à entretenir des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple,

l'UGTA est membre de la Confédération internationale des syndicats libres. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer à des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui mènent des activités illicites.

b. Droit d'organisation et de négociation collective

La loi reconnaît le droit de grève et, dans la pratique, les travailleurs ont exercé ce droit, sous réserve de certaines conditions. La loi stipule que tous les syndicats peuvent entreprendre des négociations collectives et, dans la pratique, le gouvernement a autorisé les syndicats agréés à exercer ce droit. En vertu du décret sur l'état d'urgence, le gouvernement peut exiger des personnels du secteur public ou privé qu'ils restent à leur poste dans le cas d'une grève non autorisée ou illicite. Selon la loi sur les relations industrielles, les travailleurs ne peuvent faire grève qu'après 14 jours de conciliation ou de médiation obligatoires. Dans certaines circonstances, le gouvernement a offert de servir de médiateur pour régler un litige. La loi prévoit que les décisions issues des négociations ont force obligatoire à l'égard des deux parties. Si la négociation n'aboutit pas à un accord, les travailleurs peuvent faire grève légalement après en avoir décidé par un vote au scrutin secret. Un niveau minimum de services publics doit être maintenu durant les grèves du secteur public.

La loi stipule que toutes les manifestations publiques, tous les mouvements de contestation et toutes les grèves doivent être autorisés à l'avance par le gouvernement. Pendant l'année, des grèves et des rassemblements publics se sont produits dans diverses branches d'activité, notamment les secteurs de la construction, des soins médicaux, des infrastructures portuaires, et de l'éducation. Depuis 2001, les défilés et les manifestations sont interdits à Alger.

Il n'existait pas de zone franche industrielle.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes, y compris le travail des enfants ; toutefois, selon des informations provenant du ministère du Travail, ces pratiques continuaient d'avoir cours.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit la participation de mineurs à des travaux dangereux, malsains ou nocifs, ou à des travaux jugés inadéquats en raison de considérations sociales ou religieuses. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans, sauf pour les apprentis. Pour entrer en apprentissage, les mineurs doivent avoir l'autorisation d'un tuteur légal. En février 2006, le ministère du Travail a déclaré que seuls 95 « jeunes travailleurs » avaient été identifiés lors de visites de terrain effectuées par des inspecteurs du travail dans 5 847 entreprises. Le ministère du Travail a effectué plusieurs inspections surprises dans des entreprises du secteur public, mais il n'applique pas systématiquement les lois et règlements appropriés dans les secteurs agricole et privé.

En 2005, le ministère du Travail a déclaré que le taux de participation des enfants à la force de travail était de 0,56 %. Toutefois, ce chiffre a été contesté par la FOREM, une ONG locale financée par l'Union européenne qui surveille les droits des enfants. Selon la FOREM, dans les huit provinces les plus peuplées du pays, 6 % des enfants âgés de 10 ans et moins travaillaient, ainsi que 63 % des enfants de 13 à 16 ans. L'enquête a révélé que les enfants faisaient des heures de travail variées dans des petits ateliers, dans des fermes familiales et surtout dans des commerces informels, où les enfants des familles démunies sont employés pour des raisons économiques. Lors d'une conférence de presse en novembre, les représentants de la FOREM ont déclaré qu'un million d'enfants travaillaient dans le pays, dont au moins la moitié avait moins de 16 ans.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national de 148 dollars (10 000 dinars) par mois ne suffisait pas à assurer un niveau de vie convenable au travailleur et à sa famille. Les inspecteurs du ministère du Travail étaient chargés de s'assurer du respect de la réglementation relative au salaire minimum ; toutefois, son application reste incohérente.

La durée de travail hebdomadaire standard était de 37,5 heures, avec une pause de dix minutes et une heure pour déjeuner. Au-delà de cette limite, le travail est rémunéré par des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demi au double de l'heure, selon que le travail avait

été effectué pendant un jour ouvrable, un samedi ou un dimanche, ou un jour férié.

La loi contient des normes détaillées relatives à l'emploi, à la santé et à la sécurité, mais qui n'ont pas été appliquées de manière efficace par les inspecteurs du ministère du Travail. Aucun rapport n'a indiqué que des travailleurs aient été renvoyés pour avoir refusé des conditions de travail dangereuses. Du fait que les emplois sont généralement régis par des contrats détaillés, les travailleurs sont rarement confrontés à des conditions imprévues sur leur lieu de travail. Si un travailleur est placé dans de telles conditions, il peut essayer de renégocier son contrat de travail ou, si cela s'avère impossible, intenter un recours en justice ; toutefois, la forte demande d'emplois dans le pays donne l'avantage aux employeurs qui cherchent à exploiter leur personnel.